



XVIII Euro-Med Seminar
3 - 6 June 2005
MALTA



Rapport du Groupe de travail sur le Partenariat économique

Le groupe de travail sur le Partenariat économique s'est réuni le 4 juin 2005, afin d'identifier les problèmes dont souffrent les économies des partenaires méditerranéens et de proposer des recommandations pour y remédier.

Le débat a porté essentiellement sur les difficultés rencontrées dans les secteurs suivants: investissements, agriculture, énergie, tourisme.

Investissements

Les participants au groupe de travail ont constaté une carence d'investissements dans les Pays de la rive sud, aussi bien au niveau des investissements directs étrangers que locaux. Cette carence a été expliquée par des facteurs tels que l'instabilité politique, le manque de transparence des politiques publiques des partenaires méditerranéens, un certain degré d'inefficacité administrative, une législation inadéquate en matière d'investissements, l'insuffisance d'une main d'oeuvre qualifiée.

A cet effet, le groupe a formulé une série de recommandations. En premier lieu, un engagement majeur dans le processus de démocratisation, de promotion des Droits de l'Homme et en matière de bonne gouvernance a été recommandé, étant reconnue la corrélation entre stabilité politique et développement économique.

En outre, une mise à niveau intégrale des infrastructures des Pays concernés a été vivement suggérée, ainsi que l'adoption, le cas échéant, d'un Code d'incitation aux investissements, à même d'avantager les investisseurs, entres autres sur le plan fiscal. Enfin, les participants ont convenu de l'importance fondamentale de l'éducation, à tous les niveaux, dans l'amélioration de l'environnement des affaires, facteur déterminant dans l'attraction des investissements.

Agriculture

A ce titre, les participants ont souligné d'une part l'importance du rôle joué par l'agriculture dans la promotion de la prospérité économique, de l'autre la nécessité de développer parallèlement les autres secteurs de l'économie. Le groupe a recommandé la modernisation et l'industrialisation du secteur agricole des Pays de la rive sud et a proposé de mettre en place une feuille de route relative à la libéralisation graduelle du commerce des produits agricoles de la région euro-méditerranéenne.

Energie

Les participants ont proposé de renforcer la coopération et d'approfondir le dialogue dans le domaine des politiques énergétiques ainsi que d'établir graduellement un marché euro-méditerranéen de l'énergie, notamment à travers le développement de projets au niveau sous-régional.

Tourisme

Le groupe de travail a souligné la place privilégiée qu'occupe le secteur touristique à l'intérieur des économies méditerranéennes. En effet, la région méditerranéenne constitue la première destination touristique du monde. Dans la perspective de renforcer davantage cette ressource, une implication majeure des médias a été souhaitée. Par ailleurs, les participants ont reconnu l'importance d'une mise à niveau intégrale des infrastructures des Pays concernés, étant donné leur impact direct sur le devenir du secteur.

Enfin, le débat a souligné la nécessité d'un échange d'expertise entre les partenaires euro-méditerranéens en matière de promotion touristique, ainsi que la nécessité de diversifier l'offre dans ce domaine (tourisme culturel, écologique, d'affaires).